Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat

le 23 décembre 2014

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 15, 16 et 17 décembre 2014

2014 V 366 Vœu relatif aux attributions de logements sociaux.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Considérant les vœux présentés par Florence BERTHOUT et les élus du groupe UMP relatifs à un baromètre des logements sociaux, à la clé de réservation des logements sociaux et à la lutte contre la vacance des logements sociaux et des locaux commerciaux du parc de la Ville ;

Considérant que le logement est la priorité des Parisiens et de la mandature ;

Considérant que la réforme de la gestion de la demande et des attributions de logements sociaux, telle que présentée dans la communication 2014 DLH 1081 du mois de juin 2014, répond à l'exigence d'information, de transparence et de lisibilité des Parisiens ;

Considérant que l'anonymisation des demandes et la grille de cotation permettent d'assurer la plus grande objectivité lors du processus de désignation des logements sociaux ;

Considérant que la mise en ligne à venir d'une partie de l'offre de logements à travers le futur dispositif Loc'Annonces place le demandeur au cœur du processus d'attribution en lui permettant de se positionner sur des logements et également de réduire la durée de vacance ;

Considérant que le taux de vacance des logements du parc est systématiquement indiqué dans les rapports d'activité des bailleurs sociaux, consultables en ligne ;

Considérant que la liste et la carte des locaux commerciaux vacants du parc de la Ville sont disponibles sur paris.fr, accessibles à tous les Parisiens et régulièrement actualisées ;

Considérant que la Ville dispose généralement d'une part de réservations comprise entre 20 et 50% au sein des programmes de logements en fonction de la garantie d'emprunt qu'elle accorde et des subventions qu'elle apporte ;

Considérant que l'Etat dispose de droits de réservation sur 30% des programmes neufs de logements sociaux ou ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation, conformément à la réglementation ;

Considérant que les organismes collecteurs du 1% logement regroupés au sein d'Action logement disposent de droits de désignation sur les immeubles qu'ils ont subventionnés ou pour lesquels ils ont apporté des prêts bonifiés ;

Considérant que la Région d'Île-de-France, diverses institutions, des associations, mais aussi certaines entreprises disposent également de droits de réservation, en fonction des aides directes ou indirectes qu'elles ont apportées, qui leur permettent de proposer des candidats aux gestionnaires de logements ;

Considérant que les bailleurs eux-mêmes disposent parfois de façon résiduelle d'un contingent propre ;

Considérant qu'il n'est pas question d'égalité entre les réservataires mais de répartition équitable au prorata des financements et des dispositions prévues par la loi ;

Considérant l'article L.2511-20 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que « les logements dont l'attribution relève de la commune et qui sont situés dans l'arrondissement sont attribués pour moitié par le maire d'arrondissement et pour moitié par le maire de la commune » ;

Considérant que la Direction du Logement et de l'Habitat applique l'article L.2511-20 du Code général des collectivités territoriales en procédant à la répartition du contingent Ville entre la Mairie centrale et les mairies d'arrondissement de manière égale, hors relogements de droit, Accord collectif départemental et échanges de logement à l'initiative des bailleurs, et que cette répartition est communiquée annuellement à chaque maire d'arrondissement ;

Sur la proposition de M. Ian BROSSAT au nom de l'Exécutif,

Emet le vœu que :

- soit établie chaque année la liste exhaustive, arrondissement par arrondissement, des logements sociaux et intermédiaires du parc de la Ville, classés par type de financement et par adresse attribués dans l'année,
- ces données soient transmises annuellement aux maires d'arrondissement,
- la mise en ligne de l'offre soit expérimentée au premier trimestre 2015 et que le nombre de logements concernés augmente progressivement, notamment dans l'objectif de réduire les délais d'attribution ; que, dans cette perspective, des discussions soient engagées avec l'Etat, les organismes collecteurs du « 1% logement », et bien entendu les bailleurs sociaux dont le rôle en matière d'attribution est déterminant.